Un dossier de Sarah Freres

En bord de Vesdre, la vague anxiogène

La crise environnementale est un enjeu majeur de santé publique. Dans les hôpitaux, médecins et spécialistes constatent l'apparition de nouvelles maladies et l'augmentation de certaines pathologies liées aux dérèglements climatiques. Aux quatre coins du monde, les zoonoses se multiplient et les bactéries se répandent, au gré des mutations environnementales. Plus près de chez nous, en Wallonie, les inondations de l'été dernier ont affecté durablement la santé mentale des sinistrés. Huit mois plus tard, *Imagine* est retourné à Trooz, dans la vallée de la Vesdre, aux côtés des soignants et des habitants touchés par le « burn out administratif », la disparition du sentiment de sécurité et les nombreuses pertes, matérielles et immatérielles. Reportage.

Six mois, dix-huit jours et une paire d'heures. Le temps écoulé depuis les inondations de juillet 2021 n'a chassé ni la condensation sur les vitres du salon de Louis, ni la constellation de champignons noirs pigmentant ses murs et son carrelage beige. Ce n'est pourtant pas l'aération qui manque : une couette fait office de porte d'entrée de ce rez-de-chaussée, où l'odeur de l'humidité écrase celle du tabac froid. Louis va bientôt plier ce qui lui reste de bagages et quitter la Grand'Rue de Trooz pour un logement social, temporaire, du côté de Fléron. « *Je pars. Je n'en peux plus de constater que rien n'avance, de savoir que ça va revenir, d'avoir tout perdu… Moralement, c'est dur.* »

Dans cette vallée de la Vesdre devenue une succession de sinistres, les pertes se superposent. Sur le plan matériel, elles se mesurent en vies humaines, en briques, en mobilier, en bibelots, en photos de famille, autant d'objets personnels accumulés au fil des années, détruits à jamais. Sur le plan immatériel, elles affectent aussi la santé, physique et mentale, des sinistrés. Ainsi, Louis ignore si sa récente invalidité est liée aux débordements de la rivière. Il évoque des maux de tête récurrents et persistants. « *Je ne sais pas…*, hésite-t-il. *Enfin si, je vois bien que ma santé décline depuis lors.* » Tout bien réfléchi, pour Louis, il y a un avant et un après. Avant, son mal de dos fulgurant ne l'empêchait pas de marcher plus de dix mètres. Avant, son diabète ne le poussait pas au bord du coma hypoglycémique. Valérie Defosse, infirmière à domicile de la Maison médicale de Trooz, lance une hypothèse : avant la catastrophe, il était plus facile de se nourrir et de se mouvoir dans l'espace public. Les magasins alimentaires n'avaient pas été détruits, les trottoirs n'étaient pas éventrés. « *Si personne ne m'aidait, c'était difficile de manger*, adhère Louis. *Je ne pouvais pas aller jusqu'au point de distribution des repas. Et je ne pouvais pas non plus toujours demander un coup de main, les gens avaient aussi leurs propres problèmes. Dans ce genre de situation, on subit.* »

Chemin faisant sur la Grand'Rue, Valérie Defosse souligne que la fracture entre l'avant et l'après a pu aussi « *aller dans le bon sens* ». La cohésion a brisé l'isolement social, la solidarité a détrôné le racisme. Pour André, la course à la reconstruction en a supplanté une autre : celle du temps qui reste quand on est atteint d'une leucémie. « *Après les inondations, il fallait remettre la maison en ordre pour mon épouse. Ça m'a stimulé !* » Mission accomplie : il semblerait que la tornade d'eau n'est jamais passée ici. Outre la peinture, l'éclairage et le chauffage, il y a un aquarium et un poisson rouge, des livres d'histoire dans une bibliothèque cernée des folkloriques marionnettes de Tchantchès et Nanesse, des vitraux fleuris sur les fenêtres, une pendule à coucou qui fait coucou. Si un des premiers réflexes d'André a été de sauver les objets supportant mal l'eau, cela n'a pas empêché la disparition de pans entiers de son existence. « *Comme notre album de mariage*, regrette-t-il. *Il est inutile d'essayer de le reconstituer, les négatifs sont partis avec le reste.* »

›

***« Dans le temps »*, le jardin de Mathilde était un ancien débarcadère, où accostaient les betchètes, des bateaux utilisés pour transporter les marchandises. Et son refuge depuis le décès de son mari. De ce jardin, il ne reste plus rien. « *Quand l'eau s'est retirée, il y avait des arbres arrachés partout, si bien qu'on ne voyait même plus la Vesdre !* »**

© Olivier Papegnies

› De l'autre côté de Trooz, qui longe la Vesdre sur onze kilomètres, Nello s'arrête aussi sur ces souvenirs emportés par le torrent. « *Tout ce que je peux encore espérer récupérer, ce sont mes trois guitares. Je n'ai plus rien ! Les vêtements que je porte et les meubles ici sont des dons.* » De cette eau-là, Nello pourrait avoir contracté un parasite intestinal, le ténia. « *Allez savoir ce qu'il y avait dans la flotte… Il y a eu l'eau, puis la poussière et la crasse dans laquelle je vis depuis des mois* », décrit-il pendant que Valérie Defosse nettoie son mycosis fongoïde, un lymphome contre lequel il se bat depuis huit ans. En retournant vers son lit médicalisé, Nello pointe un carnet dans lequel il écrit ses cauchemars, « *où je suis dans la boue* », et change de chaîne, passant de *La Neuvième Porte* de Roman Polanski à Ibiza Summer Mix. « *Voilà où sont les riches pendant que nous, on crève.* »

Méthadone, jetski et stress post-traumatique

Comme la plupart des catastrophes, les inondations ont connu deux phases de gestion de crise : aiguë et post-aiguë. La première, « *c'était du bricolage, on a créé des plans d'urgence cahin-caha, à l'instinct* », explique Etienne Vendy, président du CPAS, échevin de la santé et psychologue de formation. Durant les trois jours du déluge – les 14, 15 et 16 juillet –, quatre halls omnisports deviennent des abris d'urgence, où des centaines de personnes affluent. Les personnes âgées sont envoyées en gériatrie – « *sans même que l'on sache quand, ou même si, elles pourraient revenir* » –, des places sont trouvées dans des institutions pour personnes souffrant de troubles psychiatriques. Au même moment, Valérie Defosse cherche un jetski pour rejoindre ses patients au plus vite. « *Quand on veut sauver sa maison, on ne pense pas à prendre ses médicaments ! Je savais que certains pourraient tenir quelques jours mais pour d'autres, c'est beaucoup plus compliqué. Les semainiers, les cahiers où l'on note la glycémie sont des repères. Sans eux, une personne peut se foutre en l'air !* », note-t-elle.
Le 15, à 22h, il faut remonter les flancs de la vallée, vers Beaufays, et réveiller les pharmaciens. « En bas », les officines ont été détruites, 20 médecins sur 22 sont sinistrés et les personnes toxicomanes n'ont plus de méthadone, un opiacé de substitution prescrit pour aider à se défaire de l'addiction. Ça urge : les premiers signes de manque apparaissent après 24 heures. Dans les centres d'accueil, le sevrage touche aussi les personnes dépendantes à l'alcool. « *On est allé chercher des canettes. On en pense ce qu'on veut mais c'est de la médecine psychiatrique de crise* », estime Etienne Vendy.
Le 17, le nettoyage commence et trois postes médicaux avancés sont mis sur pied. Le 19, la Maison médicale, ravagée, est opérationnelle, grâce à la mobilisation de son équipe et l'aide de ses patients. Pendant plusieurs semaines, elle sera le centre de référence de la région, de Vaux-sous-Chèvremont à Nessonvaux. « *Si ce genre d'événement est amené à se répéter, une telle structure où se concentrent les soins psychologiques, médicaux et sociaux est indispensable*, préconise Hubert Jamart, médecin. *L'avenir de la santé, ce sont des centres médicaux pluridisciplinaires où l'on intègre le curatif, le préventif, la promotion de la santé et où tout le monde – médecin, kiné, infirmière, psychologue, secteur administratif, accueil, travailleuse sociale – est sous le même toit. La médecine de demain inclut le patient dans sa prise en charge. Ici, on ne vient pas consommer du soin. On fabrique de la santé.* »

> « *Il faut un moment avant que les gens dégagent du temps pour leur santé mentale. Depuis environ deux mois, j'observe une nouvelle vague de demandes de suivis psychologiques* »
>
> **Stéphanie Gonty, psychologue à la Maison médicale de Trooz**

© Olivier Papegnies

Le propriétaire de Louis n'a jamais pris la peine de déshumidifier son logement, sis Grand'Rue, où l'on distingue encore le niveau de l'eau sur les murs. Louis va bientôt déménager, loin d'une rivière et de tout risque d'inondation.

© Olivier Papegnies

Nello a attendu six mois les portes de son habitation. *« C'est à croire qu'ils savaient que vous veniez aujourd'hui, elles sont arrivées ce matin »*, sourit-il. Le déshumidificateur ne tourne plus depuis longtemps : ce serait impayable, vu la hausse des prix de l'énergie.

A la décrue, il faut se débrouiller tant bien que mal et les soignants du coin zigzaguent à vélo entre les débris : dans le bourbier, les ambulances et les cars médicalisés ne peuvent pas circuler. Et la commune est coupée en deux, vu l'effondrement du pont reliant l'est et l'ouest de l'entité, imposant un détour de dix kilomètres par ses versants. Il est demandé à l'Inami de faire « *sauter la règle des inscrits* » pour que tout le monde puisse avoir accès aux soins à la Maison médicale : sur les 8 500 habitants, 4 000 habitent en bord de Vesdre. Un infirmier urgentiste d'un hôpital de Waremme est réquisitionné. « *Il y a vingt ans, dans mes cours, on avait appris comment les urgentistes fonctionnaient sur un champ de guerre pour faire le triage des patients. Ben voilà, on en était là. Nous, on n'est pas formés à ça, il fallait que quelqu'un nous dise où étaient les priorités* », se rappelle Etienne Vendy. La richesse, salvatrice, du réseau personnel des uns et des autres souligne une grave anomalie dans la gestion de crise : l'absence d'un coordinateur. « *Tout a fonctionné grâce au réseautage. Ce n'est pas normal* », affirme-t-il.
Pendant trois semaines, tout n'a été qu'urgence. Valérie Defosse énumère, dans l'ordre, les impératifs d'alors : soigner les coupures, les entorses et les fractures, vacciner contre le tétanos, puis repérer les pathologies pulmonaires et traiter les maladies dermiques. Au niveau psychologique, des consultations se sont organisées peu à peu. C'est que la santé mentale n'est pas perçue comme un besoin de première nécessité. « *Comme souvent, elle passe au second, voire au troisième plan, après les aspects matériels et la santé physique* », confirme l'infirmière. Des psychologues sont recrutés et les prémices du syndrome de stress post-traumatique sont décelées : dissociation, troubles de la mémoire, crises de panique à l'ouverture d'un robinet, à l'annonce d'une alerte météo ou d'une forte pluie, réminiscences permanentes… « *La force du collectif a aidé. Le fait que tout le monde vive la même chose entraîne la pair-aidance, pousse à se mettre en action. A ce moment-là, il fallait surtout s'inquiéter de ceux qu'on ne voyait pas, qui restaient immobiles, tétanisés* », se remémore le président du CPAS.
Les inondations, de par la nature même du phénomène, génèrent des symptômes traumatiques spécifiques. « *Trois aspects s'enchevêtrent : la menace, la perte et le dégoût*, expose Pierre Philippot, professeur de psychologie à l'UCLouvain. *On est exposé à un grave danger pour l'intégrité physique. On subit des pertes très importantes – des proches, des souvenirs, des doudous, des jouets. On essaie de calfeutrer quand l'eau monte mais on peut se retrouver avec le contenu d'une fosse septique dans le salon ou la cuisine. D'une personne à l'autre, les émotions, qui sont le cœur de la problématique psychologique, sont à géométrie variable. On estime généralement que, si une série de symptômes (stratégies d'évitements, rumination, hyperactivité, reviviscences) sont toujours présents après trois mois, on entre dans quelque chose de chronique.* »
Alors que la Maison médicale organise des groupes de parole, notamment pour les enfants, les autorités se retrouvent confrontées à des questions auxquelles personne n'avait pensé. En cas d'inondations sévères avec probabilité de stress post-traumatique, quelles sont les références ? Comment procéder quand deux mille personnes sont anxio-dépressives ? Qui doit payer les analyses réalisées par l'Institut Malvoz pour vérifier la qualité de l'air dans les habitations moisies ? Où reloger les citoyens ? Une fois déplacés, de quel CPAS dépendent-ils pour le revenu d'intégration sociale ? Dans quel établissement scolaire les enfants doivent-ils aller ? « *Et les crèches ! Où mettre les mouflets quand les parents nettoient du matin au soir ?! Les familles monoparentales ont trinqué… Croire que ces questions n'ont pas une incidence sur la santé mentale est un leurre* », prévient Etienne Vendy, estimant qu'aucune administration n'est prête pour amortir le choc d'une telle catastrophe climatique. ›

A l'heure d'écrire ces lignes, 500 habitants ne sont pas encore revenus chez eux et certains, principalement des locataires, ne reviendront pas. Le CPAS gère désormais 1 100 dossiers, contre 300 avant le déluge. Presque tous les samedis, des pompiers venus de Courtrai viennent déplafonner, casser des chapes, réparer des chaudières. Les jours d'averse, on demande dans les groupes d'entraide sur Facebook : « *Vous voyez si la Vesdre sort de son lit* ? » A la Maison médicale, les loisirs ont repris : ateliers crêpes en famille, cours de gym-relaxation, fabrication de sirop à base de plantes. « *Les groupes de parole n'ont pas eu le succès attendu, sans doute parce que les gens en parlent suffisamment entre eux. Nous nous sommes donc adaptés à leurs demandes. Les activités, ça marche bien*, rapporte Stéphanie Gonty, psychologue à la Maison médicale. *Les gens ont besoin de se changer les idées, de retrouver une forme de normalité. Ressasser tout ça n'est pas toujours bénéfique. Pour certaines personnes, revoir les images aux infos est d'ailleurs très pénible.* » D'aucuns préfèrent aussi éconduire les journalistes, certaines questions convoquant des souvenirs trop douloureux.

La colère comme soupape de décompression

Malgré le travail de la première ligne de soins, des symptômes liés aux traumatismes successifs se manifestent. Sans clé pour les décoder, peu d'habitants les reconnaissent. On se réfugie derrière la chance ou la résignation. « *On dit de nous que nous sommes courageux. Comme si on avait le choix* ! », grommèle une habitante du quai Ferdinand Nicolaï, à Pepinster, au confluent entre la Vesdre et la Hoëgne. Elle a perdu le service de mariage que lui avait offert sa grand-mère, l'alliance de son père, sa maison, sa maman… « *On vit le trauma comme on peut, chacun à sa façon. Mais moi ça va hein ! Enfin, ce qui est dur, c'est qu'on n'a plus de salle ou de lieu de rencontre pour s'occuper l'esprit. Le social, ça permet de remettre les gens sur les rails.* »
Ici, on « *pète un plomb* » pour ce qui a pu sembler un jour insignifiant. Une crotte de chien abandonnée sur un trottoir – « *mais c'est pas possible, comme si on avait besoin de ça ici !* » –, un paquet de viande stocké dans le congélateur d'un proche en attendant la réparation du sien – « *qu'est-ce qui te prend ? Pourquoi tu veux donner notre viande alors qu'on n'a déjà plus rien ?* » Dans le jargon, on parle d'hyper-activation neuro-végétative : le niveau de tolérance étant tout simplement plus bas, on explose plus vite. Une réaction démesurée… sauf lorsqu'on évolue dans un contexte anormal.
Là, on fulmine, beaucoup et souvent. « *On en veut à la fois au monde entier et à personne* », glisse un habitant croisé dans le quartier dévasté de La Brouck, saturé par le son des scies sauteuses, des pelleteuses et des visseuses. Toutes les entités, liées de près ou de loin à la gestion de la crise sont les réceptacles d'une colère générale : les autorités politiques, la Croix-Rouge, Resa, Ores, les médias, l'armée, les Belges non-sinistrés déjà passés à autre chose. Cette colère, expression d'un mal-être général et nourrie par un sentiment d'abandon, a pris pour cible principale les barrages et leurs gestionnaires, qui endossent malgré eux le rôle de destructeurs de la vallée. Le dérèglement climatique ? Son rôle est minimisé, voire ignoré. « *La colère n'occupe pas sa juste place dans les symptômes officiels du stress post-traumatique. Mais au niveau psychologique, elle a une fonction très importante : qu'elle s'exprime à tort ou à raison, cette émotion de puissance permet de redonner un sentiment de contrôle. Même s'il peut être illusoire, ce sentiment de contrôle évite de se retrouver face à un vide très angoissant*, décrypte Pierre Philippot, professeur de psychologie à l'UCLouvain. *Il est intéressant de voir à quoi ou à qui on l'adresse. Le dérèglement climatique n'étant pas une entité personnelle, se fâcher contre lui ne change rien. En revanche, en dirigeant votre colère contre un interlocuteur – un bourgmestre, un barrage -, vous avez l'illusion que cela peut avoir un impact. Cela explique des aspects très curieux du stress post-traumatique, comme le fait de se blâmer, par exemple. Retourner la colère contre soi – "j'ai été un idiot d'acheter cette maison ici" – permet ainsi de s'en sortir mieux, psychologiquement, que quelqu'un qui braquerait sa colère contre le dérèglement climatique. Cette notion de contrôle permet de mieux comprendre à quoi sert la colère...* »
Dans la rue de Verviers, en contrebas de la Maison médicale délocalisée, Christine scrute un escalier désormais disparu, englouti par les quatre mètres quinze d'eau montés de la cave au premier. Elle aussi évoque le condensé d'une vie, là encore, envolée « *en moins de temps qu'il ne faut pour le dire* ». De cette vie, on s'accroche à ce qui reste. Christine mentionne les quatre koï de son mari, qui pataugeaient dans la mare au fond du jardin. Asphyxiées par le mazout, ces carpes ont été sauvées par les pompiers et sont aujourd'hui en villégiature dans un étang. Alain appelle plusieurs fois par semaine pour prendre de leurs nouvelles. « *On était peinards pour finir nos vieux jours. Et plouf* ! », dit-elle, accompagnant la parole d'un geste d'éclaboussure. « *Le plus dur, c'est de devoir dire à nos proches, nos enfants, nos parents : "démerdez-vous". On ne peut plus les aider et être là pour eux comme avant.* »

> « Nous avons tous besoin d'une base de sécurité, même si ce sentiment est subjectif et peut-être une illusion. Mais les illusions sont nécessaires, ce sont des protections. Aujourd'hui, beaucoup de personnes ont perdu cela »
>
> **Etienne Vendy, président du CPAS de Trooz, échevin de la santé et psychologue de formation**

André, passionné d'histoire, aimerait qu'on se souvienne de l'été 2021. Il propose de poser des plaques marquant la hauteur des eaux sur les bâtiments afin de consolider la mémoire collective. Les mêmes que celles de la cathédrale Saint-Paul à Liège, commémorant la crue de 1926.

– Olivier Papegnies

Déjà affaiblie par une fragilité osseuse et une arthrose en plein développement, son médecin lui a conseillé de rester au chaud, de se reposer, de prendre soin d'elle. Des prescriptions incompatibles avec sa réalité. « *Au début, on cherche à recréer des habitudes, un rythme rassurant*, assure-t-elle. *Au bout de deux mois, on s'habitue au fait qu'il ne sert à rien de planifier la journée du lendemain. C'est même plus nocif que bénéfique : faire des listes, se fixer des objectifs, c'est projeter l'idée de faire ou de finaliser quelque chose. Mais il y a toujours une emmerde qui vient tout chambouler.* » Christine a « *trop encaissé* », s'est « *mise sous bulle* ». Récemment, elle a décidé d'aller voir un psychologue « *avant de ne plus arriver à rien* ». Le déclic : un frigo offert. « *Je n'ai rien ressenti. Pourtant, c'est positif hein ?! Mais ça ne me fait plus rien. Comme si, quand une bonne nouvelle arrive, j'attends le pire derrière* », diagnostique-t-elle. Parmi la large palette de réactions possibles suite à un traumatisme, cette répression émotionnelle a une fonction : la carapace empêche une confrontation avec des émotions trop pénibles.

La perte du sentiment de sécurité

Symptômes d'épuisement, perte de contrôle émotionnel, de plaisir et de motivation, signes de dépression, troubles du sommeil, fatigue générale entraînant des problèmes psychosomatiques… Alors que les Trooziens sortent à peine de l'urgence matérielle, des troubles anxio-dépressifs émergent. « *Depuis environ deux mois, j'observe une nouvelle vague de demandes de suivis psychologiques* », appuie Stéphanie Gonty.

Ce déclin de la santé mentale est, d'une part, le fruit d'une équation où se chevauchent de trop nombreuses démarches administratives : assurances, experts et contre-experts, entrepreneurs, aides sociales... Au CPAS, on parle d'un « burn-out administratif » que l'on n'avait pas anticipé. D'autre part, il résulte de la perte du sentiment de sécurité, un des piliers de la pyramide des besoins de Maslow, une référence en psychologie. « *Nous avons tous besoin d'une base de sécurité, même si ce sentiment est subjectif et peut-être une illusion*, commente Etienne Vendy. *Mais les illusions sont nécessaires, ce sont des protections. Aujourd'hui, beaucoup de personnes ont perdu cela. Comment faire quand on ne se sent plus en sécurité dans son lieu de vie ? On laisse ses enfants là-dedans ? On déménage ou pas ? On vend ou pas ? Peut-on retrouver ce sentiment dans un contexte de dérèglement climatique ?* »
Partir n'est pas nécessairement une solution, le déracinement pouvant être déstabilisant. Rester dans la vallée n'aide pas non plus. « *Ce froid, cette humidité…* », glisse Stéphanie Gonty, alors qu'un reste de pluie traîne dans le ciel. « *Dès que je sors de chez moi, je suis face à une cité morte. Il n'y a plus de lumières, plus de passants, plus rien. Ce décor-là, de néant ou de guerre, est apparu pour rester des mois, voire des années. Alors, on mord sur sa chique, on n'a pas le choix, on s'y habitue. Une forme de résilience s'installe mais le fait de ne pas avoir de perspective, de se promener dans ce paysage n'est pas sans impact psychologique* », complète le docteur Jamart.

Les préjudices de l'Anthropocène {2/6}

— Olivier Papegnies

› Six mois, dix-huit jours et une paire d'heures. Le temps écoulé depuis les inondations de juillet 2021 n'a pas estompé les ravages sur le chemin que parcourt Valérie Defosse, qui termine sa tournée chez Mathilde. La boue invisibilise les plaques d'immatriculation, les gravats tapissent les trottoirs et les berges, le corset de murs encerclant la Vesdre s'effondre. Devant la maison de Mathilde, sur un petit chemin menant à la Vesdre, les chenilles d'une machine Caterpillar toisent la carcasse d'une chèvre en décomposition. La « vague de Pepinster », « *d'une taille identique à celles qu'on allait voir à la Côte belge à la saison des grandes vagues* », a ratiboisé son rez-de-chaussée, l'entièreté de sa bibliothèque et sa véranda dont les restes – un écriteau « Place de l'apéro » sur le mur – laissent encore deviner la quiétude des jours passés à siroter en contemplant le cours d'eau. La vague a aussi anéanti la beauté de son jardin, un refuge depuis le décès de son époux, il y a quatre ans. Douze rosiers ont pu être sauvés. Ils attendent le printemps. « *Ce qui s'est passé est une leçon difficile pour la vallée. Si l'on doit en retenir quelque chose, c'est qu'il faut prendre soin de la rivière, lui donner de la place et la curer* », témoigne cette nonagénaire à la mémoire prospère. Quand l'eau s'est retirée, c'est chez Mathilde que l'infirmière s'était précipitée en premier. Elle faisait partie des habitants les plus menacés : proches de la Vesdre, peut-être incapables de se sauver à l'étage. « *Heureusement* », la vague l'a poussée à monter au grenier. Mathilde s'estime chanceuse : dans la commune, de nombreuses personnes âgées ont été placées prématurément en maison de repos. « *C'est une énième conséquence des inondations*, appuie Valérie Defosse. *Reconstruire sa vie à 80 ou 90 ans est plus compliqué.* » –

Une maison s'écroule sous le poids du déluge, une culture s'évanouit avec la fonte des glaces, un emploi dépendant d'une biodiversité en bonne santé disparaît avec celle-ci. C'est ce qu'on appelle les « pertes et préjudices » : ce sont les dommages causés par le dérèglement climatique et qui sont désormais inévitables, malgré les mesures d'atténuation et d'adaptation prises. Ces pertes, tant économiques que non économiques, sont le fruit d'événements extrêmes et soudains (cyclones, inondations, sécheresses, vagues de chaleur) et de dégradations plus lentes (désertification, acidification des océans, montée des eaux, salinisation, fonte des glaces, pertes forestières, hausse des températures).
Jusqu'à la COP26, en 2021, les pertes et les préjudices étaient une préoccupation de niche. Les petits Etats insulaires menacés de disparition ont été les premiers à en parler. Aujourd'hui, ils ne sont plus les seuls. Et ce sujet, souvent écarté des négociations sur le climat par les pays riches, ne pourra plus être ignoré très longtemps. C'est ce qui s'est passé à Glasgow : les Etats du Sud ont demandé des compensations financières aux pays riches, historiquement responsables de la crise climatique, pour indemniser les dommages subis. Pour l'instant, seules deux régions du monde ont déclaré qu'elles dégageront des fonds spécifiques : l'Ecosse et la Wallonie.
En 2022, grâce au soutien du Fonds pour le journalisme de la Fédération Wallonie-Bruxelles, *Imagine* documente ces pertes et préjudices à travers six grands reportages, ici et ailleurs, et se concentre sur ce qui est perdu, disparu, irrécupérable. –

Un manque de coordination

Dès la catastrophe, l'UCLouvain a ambitionné de mesurer l'état psychologique des sinistrés et d'évaluer si la réponse apportée à leurs besoins a été adéquate. Cette étude, sous forme d'un questionnaire à arborescence complexe préparée avec la Croix-Rouge et la Cellule d'appui fédérale, en est restée au stade d'intention. Faute de soutien des autorités régionales, celle-ci n'a pas eu lieu. Interrogée, l'administration wallonne estime que la méthodologie de l'étude n'était pas suffisamment claire et qu'il était difficile de confier cette analyse à l'une ou l'autre université sans passer par un appel d'offres au préalable.

En outre, la crainte était qu'une sollicitation supplémentaire pourrait avoir un impact négatif sur les sinistrés qui devraient revivre les événements pour répondre au questionnaire. *« En France, il y a des cellules d'intervention psychologique pour les victimes d'attentats ou de catastrophes. En Belgique, on n'a rien de tout cela. Même après les attentats, il n'y a rien eu. Notre ambition était de pouvoir, grâce à des données adéquates, faire des suggestions aux politiques pour mettre en place un système coordonné de prise en charge psychologique. Pour moi, c'est le signe d'un "failed state" : l'Etat ne peut plus assumer ses fonctions premières, à savoir la protection des citoyens »*, martèle Pierre Philippot, professeur de psychologie à l'UCLouvain, pointant un des manques mis en évidence par les inondations.
Si les nombreuses et spontanées initiatives locales et individuelles – logistiques, matérielles, psychologiques – ont été saluées, elles se sont parfois télescopées, menant à des conflits et au surinvestissement dans certaines régions au détriment d'autres. Et, pour les citoyens, à une inégalité de traitement entre les uns et les autres. Quelques semaines après la catastrophe, la Région avait dès lors mandaté le SPW Intérieur et Action sociale ainsi que l'Agence pour une vie de qualité (AViQ) pour coordonner ces initiatives et assurer la gestion des besoins psychosociaux. Une coordination qui, dans sa première phase, est critiquée. *« Quand on analysera comment gérer à l'avenir une crise, il faudra se pencher sur l'absence de coordination des soins somatiques et psychologiques d'urgence »*, constate Etienne Vendy, président du CPAS de Trooz, échevin de la santé et psychologue de formation.
Auxiliaire de l'Etat, la Croix-Rouge aurait voulu se voir confier ce rôle de coordinateur. *« En tant que service d'intervention d'urgence, nous ne restons jamais très longtemps. Quelques heures, quelques jours tout au plus. Ici, on est restés deux mois et demi. C'est assez exceptionnel. Nous avons vite ressenti le besoin de trouver les interlocuteurs qui allaient prendre la relève : il ne fallait pas quitter le navire sans que d'autres soient prêts*, contextualise Gwenaëlle Vanderborght, manager du service d'intervention psychosociale urgente (Sisu) de la Croix-Rouge. *Pour nous, il y a une réelle différence entre une crise aiguë et la phase post-aiguë, où des dispositifs doivent être maintenus dans le temps. Mais le citoyen ne doit pas se rendre compte qu'on passe d'une phase à une autre. Tout doit être mis en œuvre de manière fluide et évolutive : s'il sent une rupture entre les deux phases, c'est que le relais n'a pas été bien fait et cela peut engendrer du stress, de la colère, un sentiment de non-reconnaissance, de l'insécurité, etc. D'où la nécessité d'un coordinateur, sans lequel c'est très compliqué. C'est d'ailleurs pour cela que nos services psychosociaux sont encore présents dans certains endroits où il n'y a pas de structure organisée : on créerait une rupture. »
Sur le long terme, la coordination est tout aussi importante. *« Il a déjà été documenté que ces éléments sont sur-traumatisants, prolongent la période traumatique et encouragent donc la chronicisation »*, observe le professeur de l'UCLouvain. A ce chapitre, une étude menée en Angleterre, après les inondations de 2007, est riche en enseignements. 39 % des personnes interrogées ont déclaré que les inondations avaient affecté leur santé physique et 67 % leur santé émotionnelle. Les problèmes financiers et avec les assureurs y sont définis comme un prédicteur majeur de la détresse psychologique et du syndrome de stress post-traumatique deux à quatre ans après les inondations. La perte de services essentiels, l'absence de mesures visant à réduire la pénétration de l'eau dans les habitations et les évacuations alourdissent également le fardeau psychosocial.
Suite à une décision du gouvernement wallon en décembre 2021, la coordination prend toutefois un autre tournant. *« Dans un premier temps, une approche de proximité a été privilégiée pour atteindre les personnes via des points d'accueil et des maraudes psychosociales. Mais le besoin de soutien sur le long terme va seulement sortir maintenant »*, explique Christine Ramelot, inspectrice générale du Service Public Wallonie. Des Dispositifs d'Accompagnement Social Inondations (DASI) seront déployés au sein du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté et aux Relais sociaux de Liège, Verviers et du Luxembourg. Soit vingt-et-un travailleurs de première ligne, dont le recrutement devait – au moment d'écrire ces lignes – se terminer fin février. Disponibles dans des points d'accueil, les centres de distribution d'alimentation et de dons et lors de maraudes, leur rôle est défini en cinq mots-clés : atteindre, écouter, accompagner, orienter, relayer. –